

Initiatives ministérielles

Je dois quand même vous dire que c'est grâce à Pierre Elliott Trudeau et à ses héritiers que le Canada est connu comme on le connaît aujourd'hui.

Je ne vais pas discourir beaucoup plus longtemps parce que j'attends avec impatience les calomnies, les gros mots, les médiocrités, le dénigrement de l'opposition tout au cours de l'après-midi. J'invite l'opposition, je leur lance le défi, à me définir un meilleur pays que le Canada.

M. Chrétien (Frontenac): Le Québec.

M. Gagnon: Le Québec est une partie du Canada. Aucun pays indépendant n'a la réputation aussi reconnue, aussi intègre que le Canada. Malheureusement, tout ce qu'on va entendre de l'opposition c'est de la bouillie pour les chats. C'est ce que je trouve malheureux.

Je les invite à faire la comparaison. Je vous parle en tant que Québécois, en tant que Gaspésien, en tant que francophone. Je vous invite à tenir compte des efforts qui ont été faits de ce côté de la Chambre, de reconnaître les efforts qui ont été faits par ce parti, de reconnaître les efforts qui ont été faits par certains anglophones.

Je vois le député d'Ontario, un anglophone, je ne partage pas toujours ses politiques, mais c'est un jeune anglophone qui a pris le temps d'apprendre le français. D'ailleurs il y en a quelques autres. Je ne les connais pas tous, mais plusieurs ont fait l'effort. Je crois que c'est ce qui fait la beauté du Canada. C'est ce qui le rend intéressant.

Malgré les obstacles posés par l'opposition, on va les écarter un à un, et cela commence avec le prochain référendum.

Mme Suzanne Tremblay (Rimouski—Témiscouata, BQ): Madame la Présidente, je me demande dans quel pays vit notre collègue de Bonaventure—Îles-de-la-Madeleine. C'est un pays un peu différent du nôtre.

Moi aussi je vis au Canada. Tant et aussi longtemps que le référendum ne sera pas passé je suis obligée de lui concéder que je vis dans un pays qui s'appelle le Canada. Quand je dis qu'il ne vit pas dans le même pays que nous. . . peut-être qu'il parle anglais mais ne le lit pas. . . En fin de semaine, le *Globe and Mail* nous parlait de façon lamentable de la situation du bilinguisme et du taux d'assimilation des francophones au Canada. J'en ai parlé dans mon exposé, d'ailleurs, qu'il a écouté me semble-t-il ce matin.

Le taux d'assimilation à la grandeur du Canada est de 36 p. 100. Quand on nous vante les mérites du bilinguisme, je veux bien que notre collègue soit fier d'être Canadien, il a droit de l'être et je lui reconnais ce droit-là. Il est surprenant par exemple qu'il ne comprenne pas mieux le pays, la partie de pays d'où il vient.

• (1350)

Quand il nous parle de l'école qui est en très mauvais état aux Îles-de-la-Madeleine, il ne faut pas oublier que le Québec sort de la torpeur de 9 ans de libéralisme. Vous savez, les libéraux étaient là depuis 9 ans. Alors, si les Îles-de-la-Madeleine n'ont pas été capables de faire réparer les vitres des fenêtres d'école, s'ils n'ont pas été capables de faire réparer quoi que ce soit, c'est dû au gouvernement libéral qui vient tout juste de quitter le pouvoir au Québec. Sans doute que M. Garon, à qui nous ferons part des doléances de notre honorable collègue, va s'empresse de voir à ce que ce soit réglé, ce problème, parce qu'il en a réglé beaucoup dans les petites écoles.

Il disait, de plus, ne jamais avoir entendu l'opposition officielle tenir des propos positifs sur le fédéralisme. Je pense que mes collègues m'ont tous entendue dire à quel point nous devons beaucoup à la Société Radio-Canada. C'est elle qui nous a sortis du trou, c'est elle qui nous a permis de prendre confiance en ce qu'on était. C'est elle qui nous a aidés à définir ce qu'on était et si on a pu sortir de la noirceur dans laquelle le Québec était, c'est grâce à un grand libéral fédéraliste, Jean Lesage, qui a été ministre dans un gouvernement ici, à Ottawa, et qui est venu au Québec nous dire: «Eh, les Québécois! Maîtres chez nous!»

M. Gagnon: Madame la Présidente, je suis toujours heureux d'échanger avec la députée de Rimouski—Témiscouata. Je crois qu'elle a quand même un respect pour ma région, un respect pour la péninsule gaspésienne. Je crois qu'elle a quand même un respect pour les difficultés qu'on connaît, surtout les difficultés économiques, dans le comté de Bonaventure—Îles-de-la-Madeleine.

Malheureusement, je ne partage pas son option qui est, oui, en quelque sorte, légitime, la séparation du Québec. Je vous parle en tant que fédéraliste en vous disant que justement, quand elle nous parlait de Radio-Canada, qu'elle parlait de ses réalisations, c'est grâce à la coopération de tous les Canadiens. C'est grâce à la coopération des anglophones de là, des anglophones d'ici et des francophones d'en face. C'est ça, la force du Canada, et ça va le demeurer pour fort longtemps.

C'est pourquoi, grâce à cette reconnaissance de Radio-Canada, grâce au fait que le gouvernement fédéral entend protéger, promouvoir et garantir l'essor du fait français au Canada, que le prochain siècle s'annonce très bien pour l'unité canadienne.

Mme Christiane Gagnon (Québec, BQ): Madame la Présidente, je voudrais rappeler à l'honorable député de Bonaventure—Îles-de-la-Madeleine que nous payons 25 p. 100 du budget de Radio-Canada et on peut considérer que Radio-Canada est peu écouté au réseau CBC, au réseau anglais. J'aimerais revenir sur les propos de l'honorable député, propos qui disent que tout ce que l'opposition officielle dit est de la bouillie pour les chats.

Je pense que le député est très peu respectueux du vote de confiance qui a été donné aux élus du Bloc québécois, un vote de confiance pour aller défendre les intérêts du Québec à Ottawa. Ce